



Rapport d'ouverture Marc NORGUEZ

XVII^e CONGRÈS
23, 24 et 25 juin 2014

MN/CET

Dans cette période complexe, les adhérents de notre syndicat, comme tous les salariés, se posent des questions, et beaucoup sont inquiets.

Ils se demandent notamment s'ils vont conserver leur emploi, leur salaire, les garanties sociales collectives qui existent encore.

Ils savent que le contexte général est mauvais pour le monde du travail.

Ils constatent également que la profession se transforme rapidement, que le papier est contesté comme support de lecture et que nos emplois traditionnels vont en diminuant.

Dans nos documents — rapport d'activité et texte d'orientation — que vous avez lus, nous avons tenté de décrire et de répondre à ces interrogations.

L'objectif de cette introduction est de souligner les questions qui sont venues en débat dans la préparation du congrès.

Un mot d'abord sur la situation plus générale et son actualité, au-delà de notre périmètre régional et professionnel, sur le monde et la politique nationale qui pèse sur notre activité syndicale.

Le monde est surtout dépeint dans les médias comme dangereux. Dangereux et incompréhensible, car les mêmes médias ne donnent pas réellement les clés pour le comprendre. Puisque je parle des journalistes, je salue notre camarade Emmanuel Vire, secrétaire général du Syndicat national des Journalistes CGT (SNJ-CGT), qui se bat particulièrement, et heureusement pas seul, sur ces questions de déontologie des journalistes et de contenu de l'information. Il y reviendra demain dans son intervention.

38 Ces dernières semaines s'affrontent ainsi sous nos yeux et sur notre temps de
39 cerveau disponible, intégrismes religieux et nationalismes les plus radicaux et les
40 plus meurtriers : après des mois et des années de massacres en Syrie, nous avons
41 suivi une nouvelle crise ukrainienne qui aurait pu déboucher sur une troisième
42 guerre mondiale. En ce moment, nous sommes en Irak où des fous de Dieu
43 assassinent par centaines. Demain, les chaînes de télévision nous emmèneront en
44 Afrique pour un nouveau génocide ou en Inde pour la lapidation d'une femme...
45 Elles nous abreuvent d'images, sans en chercher le sens. La conclusion que chacun
46 pourrait en tirer — et c'est l'objectif —, devant son écran, c'est que le monde n'a ni
47 logique, ni surtout d'espoir à proposer, et que finalement, malgré toutes les
48 difficultés, « on n'est pas si mal ici » en comparaison à ce que l'on voit et qu'il faut
49 s'en contenter.

50
51 Tous ces drames existent, malheureusement, mais leurs causes ne sont pas à
52 rechercher dans une éternelle « méchanceté ou bêtise des hommes ». Leurs origines
53 se trouvent dans les injustices, les inégalités, la misère et le pillage, le manque de
54 Culture et de démocratie dont ces peuples ont été ou sont encore les victimes. Les
55 systèmes politiques et économiques qui ont été à l'œuvre dans ces pays et qui ont
56 conduit à ces situations portent une lourde responsabilité, l'impérialisme en
57 particulier.

58
59 Mais depuis 25 ans, le capitalisme est le seul système de production sur la planète.
60 Et pour en rester à cette courte période d'un quart de siècle, constatons qu'elle n'a
61 en rien contribué à améliorer les situations. Au contraire, les inégalités s'aggravent,
62 la misère progresse, alors qu'existent les moyens matériels de les réduire, de les
63 supprimer.

64
65 Le nouvel accord de libre échange entre les États-Unis et l'Union européenne — le
66 Grand Marché transatlantique — actuellement en discussion ou plutôt en cours de
67 ratification, ne va pas aider à réduire les inégalités, mais donner plus de libertés
68 aux géants américains et détruire les règles sociales en vigueur dans notre pays.

69
70 Mais le monde ne connaît pas que la souffrance, il connaît aussi la résistance et la lutte.

71
72 Nous l'avons souligné dans nos documents, l'espoir existe. Et il est du côté de ceux
73 qui ne baissent pas les bras et qui se battent. Et nous, nous avons la ferme intention
74 de participer à ces combats, comme nos prédécesseurs dans ce syndicat l'ont fait.

75
76 En France, le changement de personnel politique a été marqué par une accélération
77 de la casse des acquis sociaux (« des conquies sociaux », comme le disait Ambroise
78 Croizat, le ministre de la Sécurité sociale en 1945), par la poursuite de la destruction
79 de l'emploi industriel, par la baisse des revenus du travail pour ceux qui
80 produisent, par le recul de l'âge de départ à la retraite, par l'abandon du service
81 public, dans la santé, l'éducation, la communication, les transports, la Culture, le
82 sport, les loisirs...

83
84 Avec Hollande, il n’y a eu ni changement, ni pause.
85
86 Cette politique n’est pas le résultat d’une incompétence ou les conséquences de la
87 crise et du contexte international. Elle est le produit d’un choix politique qui
88 consiste à favoriser l’intérêt du grand patronat au détriment du monde du travail.
89 C’est un choix de classe.
90
91 L’étiquette du candidat à l’élection présidentielle et de ceux qui ont été élus après
92 lui aux législatives était celle du Parti socialiste. Beaucoup n’avaient pas d’illusions
93 sur la politique qui serait menée. Mais un certain nombre de salariés espérait,
94 malgré tout, autre chose. Ce profond divorce — entre les promesses et des valeurs
95 dites « de gauche » et les actes au service unique des puissants — est vécu par une
96 partie du peuple comme une nouvelle trahison. Ce sentiment s’ajoute à la
97 décomposition de la droite parlementaire sous le poids des affaires financières et
98 des coups tordus en tout genre et fait perdre toute confiance dans la représentation
99 politique, et au-delà, dans les institutions et la démocratie.
100
101 Ajoutons à ce tableau, l’absence d’une perceptive politique suffisamment forte et
102 crédible pour mobiliser le monde du travail sur des valeurs de justice sociale, de
103 progrès ou de changement de société. Nous avons une situation qui engendre de la
104 colère, de la déception et du désarroi. Elle est un terreau favorable pour l’extrême
105 droite. En conclusion, la situation créée par la politique actuelle est assez terrible.
106
107 Notre syndicat a senti cette forte percée de l’extrême droite dans les esprits avant
108 qu’elle ne se manifeste dans les urnes lors des élections municipales et
109 européennes. La confédération, avec d’autres, prend des initiatives pour alerter.
110 Mais force est de constater que beaucoup reste à faire, notamment chez les jeunes et
111 les ouvriers qui ont pour un grand nombre voté pour le Front national.
112
113 Il est donc indispensable de poursuivre notre vigilance et notre lutte contre
114 l’extrême droite, ses idées, ses méthodes, son personnel politique et ceux qui
115 voudront s’implanter dans le mouvement syndical.
116
117 À ce sujet, nous devons relever et dénoncer l’opération lancée par la presse aux ordres
118 des tenants du système, comme *Le Point* qui titre sur les « lepéno-cégitistes », ou qui
119 s’appuie sur les déclarations du stratège de la nouvelle ligne du FN pour aligner la
120 thèse d’une conjonction entre la CGT et ces gens-là. Non et non ! Nous n’avons rien de
121 commun avec eux, avec ce parti raciste et antisémite. Le danger est réel. Ils veulent et
122 peuvent être la nouvelle majorité politique du capital et font tout pour récupérer des
123 voix, en utilisant le mécontentement, lui, malheureusement parfaitement légitime.
124
125 Il faut surtout proposer une alternative politique au monde travail et à la jeunesse,
126 pour construire un autre monde, un autre avenir, pour la planète et ses habitants,
127 un monde qui aura mis fin à l’exploitation de l’homme par l’homme.

128
129 Les syndicalistes, avec les salariés eux-mêmes, ont une place essentielle à tenir dans
130 ce mouvement.
131
132 Nous ne sommes pas dans une démarche de renoncement. Nous ne considérons
133 pas que le contexte favorable aux forces du capital — avec notamment, en France,
134 d'intenses campagnes médiatiques contre les valeurs progressistes, pour
135 l'individualisme, le repli sur soi, avec la suppression des droits des salariés, la
136 remise en cause du Code du Travail — doive dicter notre conduite.
137 L'environnement social et politique est très nocif. Certes. Mais nous ne reverrons
138 pas nos ambitions à la baisse.
139
140 Nous ne sommes pas un syndicat confédéré à la Confédération française
141 démocratique — enfin, démocratique, c'est juste une façon de parler — du Travail.
142 La CFDT, qui signe, ANI après ANI, des accords de régression sociale.
143
144 Nous sommes à la CGT, pour un syndicalisme de lutte, de classe, de
145 rassemblement, de propositions et de masse. Nous pouvons être tout cela à la fois.
146
147 Cet engagement CGT sans failles nous autorise à dire, comme nous l'avons fait
148 dans la préparation de ce congrès, que notre confédération gagnerait à affirmer une
149 position plus nette vis-à-vis des interlocuteurs gouvernementaux.
150
151 Nous avons tous été amenés, dans nos responsabilités syndicales, à rencontrer les
152 pouvoirs publics ou le patronat sans illusion sur la finalité des discussions, et cela
153 pour différentes raisons. Mais aujourd'hui, la participation de notre confédération
154 aux pseudo-conférences sociales qu'organise le gouvernement — et la prochaine
155 particulièrement des 7 et 8 juillet prochains — fait pour le moins débat.
156
157 Il ne faut plus laisser penser que quelque chose de positif sortirait de ces tables
158 rondes où tout est écrit d'avance, si le rapport de forces ne change pas
159 favorablement pour nous. Peut-on croire à des avancées sociales dans les salons
160 lorsqu'on considère la politique menée par ce gouvernement sur le terrain dans les
161 entreprises, contre les travailleurs, contre les chômeurs, les retraités ? Sans un
162 mouvement social puissant et général, rien ne le fera dévier de son orientation
163 libérale.
164
165 Nous ne sommes pas pour la politique de la chaise vide, ni pour celle du tout ou
166 rien. Mais le type de rencontre organisé par le pouvoir est éminemment politique et
167 médiatique. Il vise à associer la CGT à sa capitulation, à sa collaboration avec le
168 Medef.
169

170
171 La grève des cheminots, le mouvement des intermittents du spectacle... sont la
172 preuve que le climat social est en train de changer et que des mobilisations de plus
173 grande ampleur sont à venir.
174
175 Dans l’immédiat, même si nous avons écrit que les journées d’action — sans mots
176 d’ordre toujours très clairs, sans suites programmées, ni perspectives précises — ne
177 contribuent pas toujours à élever le rapport de forces, nous devons faire de la
178 journée de jeudi [*ndlr : 26 juin*] un moment important de la mobilisation sociale.
179 Précisément parce que cette journée s’inscrit en prélude de la fameuse conférence
180 sociale et surtout dans le contexte des luttes que je viens de saluer. Ceux qui sont en
181 lutte, le 26 et les autres jours — sous quelque forme que ce soit — auront la
182 légitimité de dire à la confédération s’il faut aller ou non à la troisième conférence
183 sociale de François Hollande et de Manuel Valls.
184
185 Enfin et aussi, pensons aussi à celles et à ceux qui n’ont pas les moyens d’être dans
186 l’action et qui souffrent, en subissant la précarité, les temps partiels, les emplois de
187 fin de semaine, des salaires de misère et qui attendent de la CGT, et d’autres, un
188 signe fort de refus et de contestation. Participer à des tables rondes qui se soldent
189 par des reculs sociaux ne contribue pas à marquer notre différence et à mettre en
190 avant l’existence et le besoin d’une alternative.
191
192 D’ores et déjà, nous appelons à manifester et donnons rendez-vous, jeudi, à
193 14 heures, place de la Bastille.
194
195 Un mot encore pour dénoncer la mise en place, toujours par cette majorité, de Paris
196 Métropole, le vrai nom du Grand Paris, qui vise à supprimer les départements,
197 notamment le Val-de-Marne, et les communautés de communes qui fonctionnent
198 bien, comme la Plaine commune, et réduire les élus de proximité au détriment de
199 fonctionnaires régionaux qui ne rendront pas de comptes aux populations de la
200 région parisienne.
201
202 Notre camarade Thierry Dumez, que je salue en notre nom, secrétaire de l’URIF-
203 CGT, nous en parlera plus précisément demain, j’imagine.
204
205 Après la situation générale qui préoccupe nos adhérents, vient immédiatement la
206 question de l’avenir du papier comme support de lecture et des emplois qui y sont
207 liés.
208
209 Chacune, chacun, sans être un sociologue des médias, voit bien que se produit un
210 bouleversement considérable dans le domaine de la communication, avec un
211 développement de la lecture sur écran — et pas seulement de la lecture — et une
212 baisse de la lecture sur papier. Cette évolution va se poursuivre. Elle ne reviendra
213 pas en arrière.
214

215
216 Ce bouleversement est, sans reprendre la formule de Steve Jobs mais plutôt celle de
217 Lénine, « une révolution ».
218
219 Une révolution qui concerne à la fois l'information elle-même, numérisée, et la
220 manière de la transmettre. C'est ce que nous, et d'autres, évoquons sous le titre un
221 peu ronflant, mais justifié, de « révolution informationnelle ». Elle donne naissance
222 à de nouveaux comportements : par exemple, les jeunes nous demandent comment
223 était la vie avant le téléphone mobile. Pour certains, c'est inimaginable.
224
225 De nouvelles manières de vivre vont continuer d'apparaître. Cela ne doit pas nous
226 impressionner. Nous ne sommes pas des passésistes, mais des syndicalistes, les deux
227 pieds dans notre époque.
228
229 Ces technologies de l'information et de la communication créent de nouveaux
230 emplois. Les salariés qui les occuperont auront besoin de s'organiser pour se
231 défendre. Notre syndicat sera là pour les y aider. Pour qu'ils ne partent pas de rien,
232 ils pourront s'appuyer sur un syndicat ayant une habitude de la lutte et sachant
233 s'adapter pour être efficace.
234
235 Notre syndicat a un riche passé. Chacun ici le sait. Il est aujourd'hui le syndicat le
236 plus représentatif et, dans tous les secteurs de notre profession, il est
237 incontournable.
238
239 Il aura un rôle majeur dans l'avenir s'il sait accueillir les salariés des nouvelles
240 technologies de l'information et de la communication. Demain, plus encore
241 qu'aujourd'hui, elles seront l'enjeu d'une bataille économique considérable, où l'on
242 chiffre en milliards les investissements et les affaires. Elles seront, aussi et surtout,
243 pour toutes les forces sociales et politiques progressistes, une bataille pour qu'elles
244 ne remettent pas en cause les libertés, le pluralisme des opinions et la démocratie.
245 Car si les techniques changent, les problématiques demeurent.
246
247 Mais revenons-en au papier. Il n'a pas disparu et ne disparaîtra pas dans les
248 prochaines années.
249
250 La lecture de livres sur papier, de journaux, de quotidiens et de magazines se
251 poursuivra encore.
252
253 Bien malins sont ceux qui savent exactement à quoi ces évolutions aboutiront
254 vraiment et quand.
255
256 Ce que l'on sait aujourd'hui, c'est que les groupes de presse ne peuvent se passer
257 du papier. En deux mots, parce qu'ils ne gagnent pas assez sur le Net, parce que
258 leurs lecteurs sont attachés au papier, et parce que le papier offre une visibilité
259 inestimable à ce qu'ils appellent leur marque.

260
261 Ils ont besoin d'imprimeries, de système de distribution, de points de vente.
262
263 Et en même temps, ils limitent au minimum leurs investissements dans ces outils et
264 mettent une pression intense pour supprimer le maximum d'emplois.
265
266 Après une série de restructurations dans la distribution qui a donné lieu à de rudes
267 conflits, à des concentrations dans le routage avec la fermeture de BHR à Pontault-
268 Combault et de SRPP à Saint-Ouen, nous sommes confrontés à une nouvelle
269 restructuration dans les imprimeries de presse.
270
271 Certes, nous avons largement accompagné le projet Newsprint, entreprise de
272 presse-labour, et ce n'est pas négligeable dans un contexte de diminution de sites
273 industriels. Mais nous ne pouvons omettre que ce projet aura des conséquences sur
274 d'autres sites du labour traditionnel, parce que la charge de travail n'est pas
275 extensible et que de trop nombreux travaux d'impression, mais aussi de brochage
276 et même de routage, sont effectués à l'étranger.
277
278 Nous réaffirmons aux patrons et aux pouvoirs publics, notamment le ministère du
279 redressement industriel, notre exigence de voir réalisé en France ce qui est lu en
280 France, avec la réciprocité pour les autres pays. Ce serait bon pour l'emploi et pour
281 la planète.
282
283 Cette revendication est l'alternative au Grand Marché transatlantique que veulent
284 nous imposer les hiérarques européens de Bruxelles et les multinationales
285 américaines.
286
287 Mais aujourd'hui, c'est l'imprimerie du *Monde* qui est sur la sellette et une des deux
288 imprimeries du groupe Amaury.
289
290 Les camarades ayant en charge ce dossier, et tout le syndicat, ont pour objectif
291 qu'aucun salarié ne subisse un licenciement contraint, que tous aient une solution
292 d'emploi dans la profession ou de départ anticipé.
293
294 Ce dossier industriel s'est ouvert dans le même temps où la presse connaît une
295 baisse importante de sa diffusion et où des titres emblématiques de la presse
296 quotidienne nationale sont extrêmement fragilisés.
297
298 C'est donc une situation délicate dans laquelle notre syndicat est engagé. Elle
299 nécessitera cette fois encore une forte mobilisation régionale pour faire respecter
300 l'intérêt des travailleurs.
301

302
303 Les premières discussions ont déjà commencé. Nous les menons dans l'unité des
304 trois syndicats représentés et représentatifs dans les imprimeries de presse, c'est-à-
305 dire avec le Bureau parisien de l'Union fédérale des Ingénieurs, Cadres et
306 Techniciens du Livre et de la Communication — le BP-UFICT LC — en clair, les
307 cadres techniques essentiellement, et le Syndicat des Imprimeries parisiennes— le
308 SIP — en clair aussi, les rotativistes. Dans cette formation, nous avons avancé
309 dernièrement sur le projet Newsprint.

310
311 Nous abordons ce nouveau dossier en toute lucidité, connaissant les opinions de
312 chacun et les différences qui nous caractérisent. Mais nous avons les capacités de
313 construire un rassemblement avec un véritable contenu revendicatif, sur le plan
314 industriel, social et même éditorial, parce que nous savons ce que nous
315 représentons.

316
317 Et puis, si les différences sont trop importantes, chacun reprendra sa liberté, mais
318 cela ne sera une victoire pour personne.

319
320 Pour l'instant, nos trois syndicats sont ensemble, et c'est une bonne chose.

321
322 L'intérêt des travailleurs, nos débats préparatoires au congrès l'ont montré, ce n'est
323 seulement d'aboutir à l'issue de la négociation à un transfert dans une autre
324 entreprise ou un plan de départs anticipés. C'est également, aujourd'hui, la
325 réduction du temps de travail, avec l'examen des possibilités d'une semaine de
326 4 jours. C'est la prise en compte enfin de la pénibilité de nos métiers pour des
327 départs en retraite anticipés, offrant la possibilité, contrairement aux plans dits
328 « sociaux », de remplacer ceux qui quittent la vie professionnelle.

329
330 La question de la pénibilité a été relancée avec la nouvelle loi sur la retraite, la Loi
331 Ayrault. Ce n'est donc pas le meilleur cadre — celui d'un recul social — pour voir
332 aboutir une vieille revendication. Bien que les décrets d'application n'aient pas été
333 encore publiés, la loi prévoit la mise en place d'un compte individuel par salarié
334 ayant effectué des travaux reconnus pénibles ou exercés dans des conditions telles.

335
336 En presse, la possibilité d'utiliser la Caisse paritaire de Salaires garantis — la
337 CAPSAG — pour construire un système qui améliorerait notablement ce dispositif
338 a été étudiée à la suite d'un accord paritaire. Mais le calendrier prévu n'a pas été
339 tenu du fait de l'attitude du SPQN. Nous n'avons pas la volonté, évidemment, de
340 laisser ce retard s'installer.

341
342 Notre objectif est d'aboutir à un accord de branche pour tous les salariés qui sont, ou ont
343 été, en situation de pénibilité. Là encore, les mots et les bonnes intentions ne suffiront pas.

344

345
346 L'intérêt des travailleurs est aussi dans l'évolution professionnelle pour travailler
347 sur les emplois nouveaux. Cette revendication suppose une politique de formation
348 professionnelle ambitieuse, bien loin donc de ce qui s'est fait dans les entreprises
349 ces dernières années, et de la nouvelle loi que la majorité vient d'adopter. Là
350 encore, il faudra passer à une vitesse supérieure pour nous faire entendre.
351
352 La question des salaires est venue dans les débats préparatoires.
353
354 Depuis plusieurs années, dans tous les secteurs, ils n'augmentent pas au niveau de
355 la hausse réelle des prix et des besoins quotidiens des salariés, des retraités.
356
357 Face aux menaces sur l'emploi, les salariés se mobilisent souvent difficilement pour
358 les revaloriser.
359
360 Dans la presse, notre syndicat a pris l'initiative de relancer la politique salariale
361 2014 dès février. Le rapport d'activité note qu'en presse, les augmentations ont été
362 de 1 % en 2011, 2012 et 2013. À l'issue des actions et arrêts de travail dans les
363 entreprises, coordonnés par des réunions de délégués — quatre au total sur cette
364 question spécifique —, nous avons décidé majoritairement de suspendre le
365 mouvement sur la base d'une augmentation de 0,5 % pour le premier semestre,
366 pour l'ensemble des salariés de la branche et de remettre le couvert dès septembre
367 en prenant des dispositions pour élargir la mobilisation.
368
369 Mais une difficulté nouvelle apparaît dans les entreprises de presse avec la
370 revalorisation sur les points des grilles conventionnelles et non sur les salaires réels
371 lorsque ceux-ci sont supérieurs.
372
373 Il faut donc une double mobilisation pour obtenir une revalorisation, un
374 mouvement fort, très fort, au plan régional et une action dans chaque entreprise
375 pour que les pourcentages obtenus par la branche soient répercutés sur les salaires
376 réels.
377
378 Cette situation est nouvelle en presse, mais commune partout ailleurs, voire même
379 pire car, dans beaucoup de branches, les revalorisations salariales ne concernent
380 que le salaire le plus bas. C'est aux entreprises de négocier les autres évolutions
381 salariales. Cela signifie que lorsqu'il n'y a pas de rapport de forces, il n'y a pas
382 d'augmentation et qu'avec le temps, des salariés sont payés moins que les minima
383 de branche.
384
385 Enfin, dans nos débats préparatoires, est venue la question du fonctionnement de
386 notre syndicat et une certaine distorsion entre ce que prévoient nos statuts et notre
387 réalité. Cette discussion ne passionne peut-être pas tous nos adhérents, mais elle est
388 soulevée par des militants et mérite que l'on y revienne.
389

390
391 Notre syndicat est un syndicat général et professionnel. Il a donc un double
392 fonctionnement : un volet général de syndicat de branche pour les ouvriers, les
393 employés et les cadres ; et un volet professionnel pour être très concret, très près
394 des revendications immédiates, et être un interlocuteur reconnu pour et par le
395 patronat et les pouvoirs publics.
396
397 Il regroupe tous les salariés de la branche à la fois dans leur entreprise. C'est le
398 volet général et non catégoriel. Et en même temps, le syndicat regroupe ses
399 adhérents dans trois secteurs à caractère professionnel.
400
401 Ce fonctionnement est un peu comparable à la confédération, avec les fédérations
402 d'un côté, le professionnel, et les unions locales et départementales, le côté
403 interprofessionnel.
404
405 Nous n'avons rien inventé en 2006, lors de l'adoption de nos actuels statuts.
406
407 J'ajouterai que notre fédération a réalisé le même constat qui nous a amenés à
408 retenir trois secteurs, avec la différence essentielle que nous n'en avons
409 évidemment pas conclu à la nécessité de constituer trois syndicats. Au contraire.
410
411 Le premier secteur regroupe les entreprises de conception graphique et de
412 communication, les rédactions, les sièges éditoriaux. On y trouve, aux côtés des
413 journalistes, des employés, des cadres, des créatifs, des ouvriers de maintenance
414 qui travaillent dans des bureaux, des plateformes.
415
416 Le deuxième secteur est celui des usines, des imprimeries, des brochures, des
417 entreprises de routage.
418
419 Le troisième secteur rassemble la distribution et toute la logistique.
420
421 Tous les salariés des trois secteurs sont exploités par le patronat. Et ce qui les
422 caractérise avant tout est leurs intérêts communs, collectifs. Mais le syndicalisme de
423 proximité que nous portons se pratique différemment dans un siège éditorial et
424 dans une imprimerie ou dans une entreprise de transport de presse. C'est la même
425 CGT. Seuls changent le style, les habitudes, les interlocuteurs.
426
427 D'autant que la vie syndicale à l'entreprise est bien l'élément essentiel du
428 fonctionnement syndical.
429
430 Le fonctionnement des secteurs devrait être un plus. Un plus qui n'a pas
431 fonctionné.
432
433 Sont venues logiquement les questions des raisons de ce non-fonctionnement et la
434 nécessité des secteurs eux-mêmes.
435

436
437 Supprimer les secteurs supposerait de dire si on les remplace, et par quoi.
438
439 Ne pas les remplacer revient à abandonner notre facette de syndicat professionnel,
440 au moins dans nos statuts. Car on imagine, la nature ayant horreur du vide et nous
441 plus que quiconque, que pour la presse, les catégories perdureraient, bien qu'elles
442 n'existent plus statutairement. Et si les catégories en presse étaient renforcées, les
443 camarades qui n'en sont pas, le labeur notamment, renforceraient eux aussi leur
444 structure. On sortirait des secteurs pour aller vers plus de catégoriel et sans doute
445 plus d'isolement au détriment du fonctionnement syndical général et donc de
446 l'intérêt des syndiqués.
447
448 Mais ne diabolisons pas non plus les catégories de la presse. Elles sont un peu
449 comme certains produits : elles se font appréciées lorsqu'elles sont consommées
450 avec modération. À fortes doses, elles sont nocives, dangereuses pour le syndicat
451 lui-même.
452
453 Au cours de sa longue histoire, notre syndicat a fait avec elles de grandes choses.
454 Mais lorsqu'il en a abusé, les réveils furent difficiles.
455
456 Ce fut le cas lorsqu'il n'a pas pu s'accorder sur le successeur au poste de secrétaire
457 général en 1982, lors du départ de notre camarade Roger Bureau.
458
459 Le syndicat s'est scindé rapidement en deux : la presse d'un côté ; de l'autre, le
460 labeur, avec chacun un secrétaire général.
461
462 Les catégories de la presse se retrouvaient isolées au Comité intersyndical avec la
463 CSTEP, les cadres et le Syndicat des Correcteurs. Les camarades du labeur, seuls,
464 faisaient vivre le SGL.
465
466 Le Bureau syndical et la Commission exécutive ne se réunissaient que très
467 rarement, en général avant un congrès pour se partager les mandats.
468
469 Oui, notre syndicat aurait pu disparaître, parce que des camarades privilégiaient
470 leur catégorie au détriment du syndicat. Ces conceptions ont heureusement changé
471 à la fin des années 80. Mais le retour vers un fonctionnement normal du syndicat a
472 donné lieu à de grandes difficultés internes, à des batailles politiques sévères. Eut
473 lieu, en 1993, une crise majeure qui a provoqué une réunion officielle avec Louis
474 Viannet, secrétaire général de la confédération, qui a pris position nettement et
475 courageusement contre l'isolement catégoriel qui menait à la division. Il ne se
476 trompait pas ; la suite l'a montré.
477

478

479 On peut regretter que les dirigeants fédéraux de l'époque présents et qui
480 partageaient ces préoccupations aient changé de point de vue, plus tard, et favorisé
481 les divisions au sein de notre syndicat. Marc Peyrade, le secrétaire général de notre
482 fédération CGT — la Filpac — dont je salue la présence, accompagné de Pascal
483 Lefèvre, secrétaire fédéral, n'étaient pas à cette réunion avec Louis Viannet, ni en
484 première responsabilité à la fédération à ce moment. En même temps, Marc
485 [ndlr : Peyrade], on ne peut pas dire que tu n'aies pas suivi avec intérêt cette grave
486 crise. Mais nous devons te dire que nous regrettons que tu aies cautionné, un temps,
487 avec la direction fédérale, les tentatives d'affaiblissement de notre syndicat en
488 soutenant ceux qu'ils l'ont quitté parce que leur point de vue n'était pas partagé par
489 la majorité.

490

491 Le temps est révolu, nous l'espérons, car la division syndicale, mes camarades, c'est
492 terrible, et cela à tout point de vue. Ce comportement fédéral ne nous a pas fait
493 disparaître mais a au moins retardé — j'espère seulement retardé — la mise en
494 place du grand syndicat régional de la communication que nous envisagions dès
495 1994, il y a 20 ans, et qui reste notre objectif. Nous n'avons pas assez parlé, dans la
496 préparation et les textes de notre congrès, de ce syndicat unique qui reste le
497 meilleur outil pour faire grandir le rapport de forces dont nous avons besoin.

498

499 Et ce n'est que cette année-là, en 1994, lors du XI^e Congrès que nous avons pu élire
500 un secrétaire général pour tout le syndicat : notre camarade Daniel Légerot que je
501 salue fraternellement et amicalement, ainsi que les camarades de l'Institut
502 d'Histoire sociale CGT du Livre parisien qui ont participé à ces événements, Jean-
503 Jacques Hédouin...

504

505 Pour en revenir à notre histoire des secteurs et pour en terminer. La situation est
506 très simple. La bonne lecture des statuts de 2006 prévoyait que les catégories de la
507 presse devaient évoluer pour intégrer, avec tous les militants disons « hors presse »,
508 les trois secteurs. « Évoluer » ne voulant pas forcément dire « disparaître ».

509

510 Mais ces évolutions n'ont pas eu lieu. Pourquoi ? Parce que les camarades
511 concernés n'ont pas su ou pas voulu pratiquer cette évolution.

512

513 Parce que les catégories en presse, c'est important, cela compte. Chacun ici sait
514 pourquoi.

515

516 La force de l'habitude et les difficultés rencontrées par la bataille contre le patronat
517 ne sont jamais favorables aux changements. On se demande : pourquoi changer
518 alors que cela a fonctionné jusqu'à maintenant, que nous en prenons plein la
519 figure ? Ce n'est pas le moment de faire des expériences !

520

521
522 Et quand c'est plus calme, on se demande pourquoi changer, puisque cela va bien.
523 En fait, ce n'est jamais le bon moment. Et pourtant, le cadre professionnel se
524 transforme, et le cadre conventionnel se dégrade rapidement. Si nous voulons un
525 avenir pour notre syndicat, et c'est ce que nous voulons, il faut vraiment le mettre
526 en situation d'évoluer. En 2006, le type d'organisation en secteurs, parce qu'il est le
527 plus souple et qu'il conserve notre caractère professionnel, nous a semblé le plus
528 approprié.
529
530 Alors maintenant, sur la base de ce constat, que faire ? Retourner en arrière et
531 abandonner toute ambition de construire un syndicat moderne, démocratique en
532 phase avec les évolutions de la branche ? Ou prendre l'engagement de faire
533 fonctionner notre syndicat conformément à ses statuts ?
534
535 C'est évidemment ce dernier choix que nous nous proposons de retenir.
536
537 C'est plus compliqué de s'ouvrir aux autres que de rester entre soi. On rencontre
538 des différences, et même des désaccords.
539
540 Mais si l'on veut rester au XXI^e siècle avec ce grand syndicat du Livre parisien, il va
541 bien falloir s'ouvrir et en grand. C'est à cela que répondent nos statuts, et c'est pour
542 cela qu'il faut les faire vivre.
543
544 Un dernier mot sur nos outils internes : pour aider à la coordination des syndiqués,
545 nos statuts prévoient également, autant que de besoin, des collectifs.
546
547 Certains sont transversaux aux secteurs et statutaires. C'est le cas du collectif
548 Maintenance. D'autres sont à l'intérieur des secteurs : le collectif Routage, le
549 collectif des SAD, la section d'entreprise Presstalis, qui est un collectif également, le
550 collectif des Chauffeurs.
551
552 Nos structures internes sont souples et doivent s'adapter aux besoins de la lutte et
553 de la négociation.
554
555 Les structures professionnelles ne doivent pas, sous peine de blocage, devenir des
556 syndicats dans le syndicat, répétons-le une dernière fois.
557
558 En même temps que les structures, nous devons mieux nous accorder sur la prise
559 de décisions.
560
561 À l'unanimité ou à la majorité ?
562
563 L'unanimité, toujours souhaitable, ne peut pas être érigée en règle dans un syndicat
564 comme le nôtre. Ce serait souvent se condamner à l'inaction.
565

566
567 Après le débat, il faudra choisir à la majorité, avec comme règle, de dégager la plus
568 grande majorité possible et de prendre en compte les intérêts de tous. C'est simple
569 à énoncer mais, pour nous, ce n'est pas toujours évident.
570
571 Notre syndicat a regroupé, lors de sa création, des syndicats professionnels, plus
572 exactement des syndicats de métiers.
573
574 Il les a plus rassemblés sous la forme d'une addition que d'une fusion.
575
576 L'exemple le plus révélateur étant sans doute l'absence de congrès du syndicat
577 jusqu'en 1962.
578
579 Des assemblées se tenaient dans les groupes professionnels qui envoyaient des
580 représentants siéger au « comité central » du syndicat. Le SGL était plus une sorte
581 de fédération parisienne qu'un syndicat au sens propre.
582
583 Chacun faisait un peu ce qu'il voulait chez lui. Et si la décision générale ne lui
584 convenait pas, il n'en tenait pas compte.
585
586 Ensuite, il y a eu une période : celle de la fin du Comité inter où les « gros »
587 parlaient pour les « petits », qui se taisaient en vertu du principe « qui ne dit mot
588 consent ».
589
590 Aujourd'hui, c'est terminé, chacun s'exprime librement. Et s'il n'est pas d'accord, il
591 le fait savoir. Nous avons tenté de faire des comptes rendus plus complets des
592 réunions de la direction du syndicat et de les diffuser pour que les membres de la
593 CE notamment aient écho des positions en débat. Il faut sans doute affiner la
594 méthode, mais conserver cette transparence qui nous renforce. Et puisque je parle
595 de transparence dans les débats internes, je salue nos camarades correcteurs qui
596 sont les maîtres dans ce domaine.
597
598 Il faut généraliser la démocratie syndicale conformément à la charte de la vie
599 syndicale de la CGT, donner largement et complètement les éléments du débat aux
600 syndiqués et décider à la majorité de la position à tenir, en veillant à ce que l'intérêt
601 des minoritaires soit totalement pris en compte et que les minoritaires acceptent de
602 l'être.
603
604 Nous avons donc beaucoup de travail, dans les mois, les années qui viennent, pour
605 résister aux attaques patronales et gouvernementales, pour renforcer notre syndicat
606 et pour améliorer son fonctionnement et sa vie démocratique.
607
608 Nous avons les moyens de relever ces défis.
609

610 Avec ce XVII^e Congrès, ceux qui voulaient nous voir disparaître, ceux qui nous
611 espéraient affaiblis seront encore déçus. Nous allons tenir un grand congrès, utile
612 aux salariés de notre profession.

613
614 « *Les épreuves qui ne nous tuent pas nous rendent plus forts* », a écrit le philosophe
615 Nietzsche dans « *Le crépuscule des idoles* ».

616
617 C'est un peu ce qui nous est arrivé. Peu de choses nous ont été épargnées. La liste
618 est longue ; vous la ferez vous-même.

619
620 Nous avons résisté, et plutôt bien.

621
622 Nous sommes plus forts qu'il y a trois ans, grâce aux luttes dans tous les secteurs,
623 que nous avons menées. Qu'elles se soient conclues par des victoires ou par des
624 défaites d'ailleurs. Le bilan, plus exactement, est souvent un mélange des deux.

625
626 Nous sommes plus utiles aux salariés par les accords que nous avons obtenus, les
627 avancées même modestes que nous avons contribué à atteindre.

628
629 Nous sommes un peu plus nombreux, moins fragiles, plus lucides.

630
631 Maintenant, arrive une nouvelle période qui verra encore des difficultés certes ;
632 mais qui sera celle de la reconquête de déserts syndicaux, avec de nouvelles bases,
633 de nouveaux adhérents, de nouvelles ambitions, de nouvelles énergies. Nous en
634 avons les moyens.

635
636 Mercredi, notre commission exécutive élira un nouveau secrétaire général pour
637 notre syndicat.

638
639 C'est là encore, un signe de force, de bonne santé syndicale. C'est l'illustration de
640 notre capacité à renouveler nos militants, nos responsables, à ne pas nous enfermer
641 dans la routine.

642
643 Beaucoup de choses bougent. Et nous, nous devrions rester identiques avec
644 toujours les mêmes, aux mêmes places ? Allons donc ! Il n'y a pas de mannequins
645 dans notre syndicat, mais des femmes et des hommes qui pensent, qui agissent
646 avec la richesse de leurs convictions généreuses, dans un syndicat « *moderne* »,
647 comme l'a écrit, dans l'un de ses livres, Henri Krasucki.

648
649 Alors, tous ensemble, avec notre syndicat, nous pouvons aborder l'avenir avec
650 confiance et nous tourner vers les travailleurs avec courage et détermination !

651
652 **Vive le XVII^e Congrès du SGLCE-CGT !**
653 **Vive le Syndicat général du Livre et de la Communication écrite !**
654 **Vive la CGT !**